



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation - n°224, hebdomadaire, lundi 13 janvier 2020

Retour à un rythme
hebdomadaire
jusqu'à la retraite !

La Mauvaise Herbe n°6
la revue de la Cnt-éducation
Abonnez-vous !
Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/fie



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Réforme des retraites

"Et, on ira jusqu'au retrait !" Des AG ont reconduit la grève et nouvelles journées interprofessionnelles mardi 14, mercredi 15 et jeudi 16 janvier

Des actions par milliers en ce début d'année et "nouvelle rentrée" dans l'éducation. Dès lundi, des collègues ont poursuivi avec la RATP et la SNCF la grève reconductible. Jeudi, 1,8 million de grévistes manifestaient dans toutes les régions. A Amiens, la manif, "très déterminée", est partie en "sauvage". La gare a été occupée. A Rennes, les bus ont été bloqués. A Montpellier, Lyon et Paris, les défilés ont été "massifs"... Et pour ces deux dernières agglomérations, les violences policières ont été nombreuses : tir de LBD à bout portant, brutalités, interpellations musclées et gardes à vue... Samedi, toutes les générations se sont retrouvées dans la rue ; le slogan "Et on ira jusqu'au retrait" repris maintes fois. La grève a été reconduite dans l'éducation cette semaine.

L'entourloupe du premier ministre

De l'envoi du projet de loi au Conseil d'Etat en passant par un débat annoncé totalement verrouillé style 49.3 de triste mémoire parlementaire, Edouard Philippe continue de nous mépriser en faisant bien attention de ne pas regarder du côté des grévistes. Sa lettre du 11 janvier adressée aux syndicats est un modèle de tromperie. "Je suis, écrit-il, disposé à retirer du projet de loi la mesure de court terme que j'avais proposée, consistant à converger progressivement à partir de 2022 vers un âge d'équilibre de 64 ans en 2027"* , le fameux "âge pivot". Seulement voilà, si la CFDT et l'Unsa n'arrivent pas à se mettre d'accord avec le patronat, Philippe prendra ses "responsabilités", il réintroduira cette mesure. L'entourloupe ne s'arrête pas là. Le premier ministre a inscrit un âge d'équilibre à 64 ans qui lui n'est pas négociable pour la génération après 1975 dans le texte de loi. Si le terme est différent, c'est bien la même chose que l'âge pivot avec bonus/malus de 5% par an. Les médias appellent cela un "compromis" !

*Pour bénéficier d'une pension à taux plein, sans malus, une personne née en 1960 devait, même si elle avait tous ses trimestres, travailler quatre mois de plus. Quatre mois supplémentaires pour une autre née en 1961 et ainsi de suite jusqu'à un âge pivot de 64 ans dès la génération 1965.

En 2020, mettons le capital à la retraite !

Bêtisier 2019. Avant les bonnes résolutions, il est utile de revenir sur les constats. Nous sortons d'une année 2019 d'une éblouissante clarté politique. Un haut commissaire mandaté par des compagnies d'assurances démantèle le système de retraites pour favoriser les fonds de pensions. Un président banquier supprime l'impôt sur la fortune et crée une « flat tax » pour favoriser les plus riches. Sa ministre du travail jette 850 000 chômeur.euses dans la misère en durcissant encore les règles d'indemnisation chômage. Les fonctionnaires ont aussi eu droit à leur « loi travail » qui consacre le management et la précarité comme mode de gestion de la fonction publique avec la loi de « transformation de la fonction publique » qui est entrée en application le premier janvier. Le premier ministre choisit d'attribuer la légion d'honneur au plus gros requin de la bourse du pays, directeur de la branche française du plus gros boursicotier du monde.

Parallèlement, les services publics, de l'hôpital à l'Éducation nationale, continuent de crever des politiques d'austérité et du crétinisme managérial.

Le père Noël des patrons s'appelle Macron

Dans le même temps, les profits s'envolent et les "exonérations de cotisations sociales" permettent aux actionnaires d'engranger des "dividendes historiques" (CAC 40 + 12,8 % sur un an soit 57 milliards) sur le dos de la sécurité sociale.

En cas de remous ou de contestation, on sait désormais que la police blesse et gaze les manifestant.es, comme l'a illustrée la répression du mouvement des gilets jaunes. Tous et toutes ont compris au bout de deux semaines de mobilisation que la police ne serait jamais "avec nous" et qu'il n'était pas nécessaire d'être "violent" pour servir de cible. **D'ailleurs, pour la police et les militaires, les régimes spéciaux de retraites sont maintenus.**

Seule la vérité est révolutionnaire

Depuis un mois, la partie la plus lucide et combative du salariat et l'ensemble des organisations

syndicales de lutte défendent le principe et l'amélioration d'un système de retraites basé sur la solidarité et l'égalité. En face, le projet du gouvernement est d'aller vers un système à points, où chaque salarié.e accumulerait son petit capital de points tout au long de sa carrière. En plus d'un mode de calcul très défavorable à l'ensemble des salarié.es, ce système serait particulièrement néfaste pour les femmes et les fonctionnaires, notamment les plus mal payé.es.

Tout a été écrit, démontré, chiffré : pour l'ensemble des catégories de salarié.es, c'est la baisse des pensions.

Les choses sont très claires, sauf pour les naïfs qui se laissent séduire par la communication politique et qui pensent qu'il suffit de présenter une régression sociale majeure comme étant "moderne" et "universelle" pour en faire un progrès.

Puisqu'on vous dit que seule la lutte paie !

Aujourd'hui, après un mois de mobilisation, nous avons gagné la bataille de l'opinion puisque la majorité de la population sait maintenant, malgré la propagande gouvernementale bégayée en boucle par les chiens de garde médiatiques, que ce projet est un vol en bande organisée. Cette victoire est fondamentale.

Nous avons aussi réussi à faire renaître une conscience de classe. Nos intérêts ne sont pas les mêmes que ceux de la classe obscène et arrogante qui prétend nous faire les poches tout en nous berçant avec ses éternelles fausses promesses.

Bonnes résolutions

Il s'agit pour nous de parvenir à retrouver la mémoire. Ce qui fonctionne pour combattre la régression sociale, ça n'est pas la négociation avec nos ennemis de classe mais le combat. Rien n'a jamais été obtenu autrement que par le rapport de force. Alors, pour cette année, la CNT souhaite une grève générale vraiment générale, c'est-à-dire impliquant un arrêt du travail dans TOUS les secteurs. Et on aura enfin une VRAIE bonne année.